

Demande déposée le 21/05/2025 et complétée le 12/06/2025

N° PC 027 049 25 00019

Date de l'affichage de l'avis de dépôt en mairie le 22/05/2025

ARRETE N° URBA-2025109

Par :	Monsieur PICHARD CHRISTOPHE
Demeurant à :	4 IMPASSE DES FOSSES GLOS EPINAY 27330 MESNIL EN OUCHE
Sur un terrain sis à :	4 IMPASSE DES FOSSES GLOS EPINAY
Cadastré :	27330 MESNIL-EN-OUCHE
Nature des Travaux :	CONSTRUCTION D UN GARAGE

Le Maire de MESNIL-EN-OUCHE

Vu la demande de permis de construire présentée le 21/05/2025 par Monsieur PICHARD CHRISTOPHE,
Vu l'objet de la demande

- pour la construction d un garage,
- sur un terrain situé au 4 IMPASSE DES FOSSES GLOS,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30/03/2021, modifié le 29/01/2024,

Vu la consultation de SAEP du Lieuvin et du Pays d'Ouche (LPO) en date du 26/05/2025

Considérant que le projet se situe dans la zone A fu Plan Local d'Urbanisme.

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme indique dans son article Limitation de certain usages et affectations des sols, constructions et activités, alinéa logement que « es annexes des habitations existantes sont autorisées sous réserve : que l'emprise au sol des nouvelles annexes (à des piscines non couvertes) n'excède pas 50 m² à compter de l'approbation du PLU ; que leur hauteur n'excède pas :

- o 2,5 mètres à l'égout de toiture ou à pour les annexes non jointives ;
- o la hauteur de la construction à laquelle elles sont accolées pour les annexes jointives.[...] »

Considérant que le projet prévoit une hauteur de 2.56 mètres à l'égout.

ARRETE

Article 1 : Le présent Permis de Construire est REFUSE pour les motifs mentionnés à l'article 2.

Article 2 : Le projet ne respecte pas le Plan Local d'Urbanisme.

A MESNIL-EN-OUCHÉ,
Le 16/06/2025

Le Maire,
Jean-Louis MADELON



PAR DÉLÉGATION, Christelle Nonnier, 1^{er} adjoint

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr

URBA-2025109